

n° 825

Hebdomadaire - 13 janvier 1983 - 3 F

D 825 COLOMBIE: LA VISITE DE REAGAN

Un voyage-éclair a conduit le président des Etats-Unis au Brésil, en Colombie, au Costa Rica et au Honduras, du 29 novembre au 4 décembre 1982. On se rappelle le double lapsus du président Reagan au Brésil, évoquant la Bolivie au lieu du Brésil, et confondant la Bolivie avec la Colombie comme prochaine escale de son voyage.

Au-delà de cette anecdote, passablement significative, on retiendra de ce voyage la fermeté de ton du président colombien, M. Belisario Betancur, s'adressant au président des Etats-Unis dans son toast du 3 décembre. Le lecteur trouvera ci-dessous le texte de cette déclaration.

On en retiendra l'appel à la paix en Amérique centrale et l'évocation des problèmes majeurs du continent: la fragilité des économies nationales et l'ampleur de la dette extérieure. Ce que le président Betancur appelle une "nouvelle alliance sociale" (par allusion à l'Alliance pour le progrès, des années 60) et un "plan d'urgence" financier. On notera aussi dans cet exposé l'annonce - inattendue - du ralliement de la Colombie à la politique de non-alignement.

Note DIAL

DISCOURS DU PRÉSIDENT BETANCUR
AU PRÉSIDENT REAGAN
DU 3 DÉCEMBRE 1982:

"POUR UNE NOUVELLE ALLIANCE SOCIALE
ET UN PLAN D'URGENCE"

Monsieur le Président,

Vous rendez visite à l'Amérique latine au moment où celle-ci est aux prises avec la pire crise des cinquante dernières années. En effet, au terme de 1982, nos pays ont vu leur revenu per capita entrer en régression, le taux de chômage (y compris le chômage camouflé) atteindre 30 % dans certaines régions, et la dette extérieure s'élever à 300 milliards de dollars. Cela signifie que 60 % des 100 milliards d'exportations seront consacrés au service de la dette, et que chaque enfant naît en Amérique latine avec une dette de 300 dollars. Pendant ce temps-là, un monde devenu fou dépense à chaque minute un million de dollars pour s'armer dans la course à la mort.

Il faut ajouter à cela les faits venant perturber la paix politique au plan régional et national, une paix que la Colombie est en train de restaurer moyennant une large amnistie et le redressement des zones de violence car, chez nous, le combat contre la subversion s'identifie au combat contre le sous-développement.

(Au temps de Kennedy déjà)

Il y a de cela un peu plus de vingt ans, le président Kennedy avait également rendu visite à l'Amérique latine. Conscient, mais à moindre échelle, des mêmes problèmes qu'aujourd'hui, il avait créé l'"Alliance pour le progrès". Grâce à elle, encore que les intentions aient été plus grandes que les résultats, le continent a mis en ordre ses faibles ressources, planifié ses objectifs et commencé à se discipliner pour mieux canaliser l'aide extérieure. Puissent, de retour dans votre grand pays, les effets de votre tournée se faire sentir et se traduire, en décisions concrètes du même type!

En tant que mandataire d'une nation sur laquelle les destinées du monde reposent pour une part importante, vos préoccupations sont largement tournées vers l'extérieur. Elles ne sont pas non plus étrangères à l'Amérique latine, car nous vivons dans un univers interdépendant dans lequel personne ne peut, en se repliant sur lui-même, échapper aux effets favorables ou défavorables d'événements se produisant en un autre lieu de la planète. Adlai Stevenson a un jour déclaré que le monde est aujourd'hui comme une peau de tambour: quel que soit l'endroit où on la frappe, elle résonne sur toute sa surface.

Me faisant par là l'interprète de mes compatriotes latino-américains, ceux de cette patrie élargie qu'est l'Amérique, nous aimerions situer le dialogue que vous ouvrez avec les gouvernants d'Amérique latine dans la perspective de la paix. La paix est l'ambition des peuples d'Amérique du sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes; elle ne s'obtient ni sur pression ni par isolement, mais bien avec une aide sans discrimination et grâce à un dialogue élargi, tel celui que nous avons proposé dans les diverses instances internationales, comme l'Organisation des Etats américains (OEA). A ce propos, pourquoi ne pas mettre un terme aux exclusions dans le système interaméricain (1) de sorte que, à l'exemple des Nations-Unies, tous les peuples de l'hémisphère disposent d'un forum ouvert à la réalité du continent telle qu'elle est.

(Les deux dimensions de la paix)

(La paix politique) Au cours des dernières années, des zones du territoire américain sont devenues le théâtre de luttes mettant en scène des autochtones et des étrangers. L'Amérique centrale et les Caraïbes semblent être le champ clos d'affrontements entre combattants de l'extérieur. Le terrorisme se répand comme une tache d'huile. Et le débat démocratique, qui déterminait les valeurs de base de nos patries, s'est vu remplacé par l'autoritarisme répressif ou dévoyé sous les coups de la violence.

Notre responsabilité de chefs d'Etat ne nous permet pas de rester insensibles devant l'ouverture quotidienne de fosses dans la terre de notre continent: les 30.000 tombes d'El Salvador, pour ne parler que de ce pays, secouent les consciences endormies des dirigeants. Nous ne pouvons délibérer tranquillement sur des problèmes abstraits dans les instances régionales quand, dans plusieurs coins d'Amérique centrale, brûlent des foyers allumés par l'injustice sociale ou par des mains étrangères à ces pays.

(La paix économique) Quand donc je parle de l'urgence d'une nouvelle alliance sociale sans dépendance, je veux dire que la région a besoin de paix pour la coopération, et de coopération pour la paix. C'est pourquoi l'impact sérieux de l'économie mondiale sur nos faibles économies est au centre des

(1) Allusion à la situation de Cuba, exclus de l'OEA (NdT).

préoccupations des gouvernements, car ce sont nos secteurs économiques les plus fragiles qui en subissent le contre-coup le plus direct.

Je vous ai parlé, Monsieur le Président, d'une nouvelle alliance sociale. Nous voulons qu'on paie nos produits à leur juste prix, car nous voulons coopérer et avancer ensemble. Ce serait pour les Etats-Unis une grave erreur de voir, comme par le passé, dans la coopération inter-latino-américaine un ennemi potentiel ou un cas d'exclusion. Si, à la chute des prix des produits primaires, vient s'ajouter une réaction protectionniste à l'encontre de nos exportations, protectionnisme dénoncé conjointement par les présidents Carter et Ford ainsi que par votre propre envoyé dans les négociations internationales, alors le panorama deviendra de plus en plus obscur pour les latino-américains et les habitants des Caraïbes, car de telles pratiques nous causent des frustrations et des dommages irréparables.

Il est difficile, par exemple, de comprendre comment on peut nous fermer les marchés internationaux alors que nous venons d'apprendre à exporter et à diversifier notre commerce, en nous retirant ainsi la possibilité de devenir des partenaires dans la dynamique financière et commerciale du monde. C'est ce que fait la Communauté économique européenne. C'est ce qui se produit avec certains pays qui ignorent les accords du GATT. Et c'est ce que font les Etats-Unis quand ils limitent le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de développement. Il en est ainsi, Monsieur le Président.

(La dette extérieure)

Le sens de la solidarité nous oblige à parler de l'importance et des conséquences de la dette extérieure latino-américaine. Même si la Colombie ne connaît pas une situation aussi dramatique, elle n'en voit pas moins baisser inexorablement sa balance commerciale.

Le réseau bancaire international a encouragé le flux des capitaux vers l'Amérique latine, comme vers d'autres régions du monde, en s'associant ainsi imprudemment à l'endettement du continent. Le fleuve de dollars étant tari, la situation s'est aggravée. Ainsi l'heure est-elle venue d'envisager une renégociation tenant compte du développement économique du pays débiteur, si l'on veut garantir le règlement de la dette, et en fonction des intérêts de la communauté bancaire créditrice. Dans cet ordre d'idées le service de la dette, y compris ce qui ressort d'accords de coopération, ne devrait pas dépasser un certain pourcentage de la valeur des exportations annuelles.

(Plan d'urgence)

Il faut également parler d'un plan d'urgence fait d'un ensemble de moyens à la disposition des pays pour leur permettre de faire face aux problèmes spécifiques qui se posent à eux. L'Amérique latine manque de liquidités, mais elle n'est pas insolvable. L'Amérique latine peut payer et elle tient à payer. Mais poussée au bord de l'abîme d'un réajustement brutal de son économie si elle ne pouvait compter sur le soutien du monde financier pour récupérer ses possibilités en liquidités, elle pourrait se voir entraînée par les forces sociales à se déclarer insolvable, ce qui aurait pour effet de déclencher des réactions que personne ne désire et que personne n'utilise comme argument dans notre région.

Il est bon de noter que, même dans des moments aussi difficiles que ceux d'aujourd'hui et en dépit des pressions dans le sens du non-paiement, tous les pays d'Amérique latine sans exception ont recours au réajustement et à

la négociation, en s'efforçant de payer et de remplir leurs engagements. Je puis témoigner de ces efforts car, dans la limite de ses ressources, la Colombie propose des lignes de crédit en sous-traitance pour aider ses frères.

Le plan d'urgence dont je parle porte sur la nécessité de modifier la position nord-américaine sur la capitalisation de la Banque interaméricaine de développement, sur l'élargissement de la capacité de crédit du Fonds monétaire international et de ses conditions d'accords de type "stand by". Il faudrait y ajouter un plus grand dynamisme dans la négociation des politiques commerciales sur des chapitres explosifs comme la fleur, le sucre et le cuir, qui font vivre un million de personnes dans des secteurs-clés de Colombie.

La vérité, c'est qu'il y a une attitude, théorique celle-ci, des pays industrialisés dans le cortège des promesses, et une autre, très différente et dure celle-là, à la table des décisions. Ainsi en fait foi l'avertissement sur le probable comportement de votre pays et d'autres nations amies concernant la ratification du récent Pacte mondial du café!

(Sous l'égide de Bolivar)

Monsieur le Président,

Je sais que vous comprenez le caractère direct de mes paroles, qui revêtent la franchise rude des gens de mon pays. Je sais en effet que c'est aussi la caractéristique des vôtres et qu'elle a été le levier de votre carrière extraordinaire; et je suis persuadé, par ailleurs, que vous voulez entendre la vérité de la bouche des amis conscients des Etats-Unis. Cette visite franche et cordiale pourrait restaurer les termes de l'échange politique entre les Etats-Unis et l'Amérique latine, détériorés par la question, pas encore réglée, des Malouines qui a été l'occasion de l'abandon du continent.

Grâce à votre décision de nous rendre visite, je suis honoré que notre rencontre n'ait pas été le monologue du frère pauvre face au frère riche, ni celle de l'ami obséquieux avec l'ami impératif, car nous n'avons à suivre que les impératifs de notre conscience; notre rencontre a été l'occasion d'une analyse objective et respectueuse entre personnes égales devant la communauté juridique internationale. Aussi avons-nous estimé que nous devons faire du non-alignement la philosophie de notre recherche d'identité.

A la veille du bicentenaire de la naissance de Simón Bolivar, le libérateur de plusieurs de nos peuples, permettez-moi d'exprimer à nouveau le souhait que cet anniversaire soit célébré par les chefs d'Etat de toute l'Amérique, Monsieur le Président, en discutant de nos problèmes et de nos intérêts pour le bonheur de nos peuples. Celui-ci, comme le disait Bolivar, ne pourra être obtenu que sur la base de la justice, de la liberté et de l'égalité.

Monsieur le Président Reagan,

Je lève mon verre en votre honneur et en celui du peuple des Etats-Unis. Que le Dieu de nos patries nous éclaire, afin que nous soyons davantage au service de nos nations, au sein de démocraties renforcées! Un grand poète nord-américain, Carl Sandburg, demande: "Quelqu'un peut-il vivre sans espoir?" Levons nos verres pour que dure l'espoir.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441